Avril 2022

**La situation des droits des femmes dans le contexte de la guerre en Ukraine**

**Briefing des femmes du Parti Socialiste Européen – Avril 2022**

État des lieux

- 80-90% des réfugiés arrivant dans l'UE en provenance d'Ukraine sont des femmes et des enfants - Les conséquences de la guerre sont différentes pour les femmes et les hommes. Les femmes sont confrontées à un risque plus élevé de traite, d'exploitation, de violence sexiste, de violence sexuelle et de viol, et à un énorme déficit de possibilités d'exercer leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs.

- Actuellement, les risques les plus importants sont :

- Le viol en tant que crime de guerre des jeunes filles mineures et des femmes de tous âges (qui sont également confrontées à des obstacles en matière de DSSR dans des pays comme la Pologne, où l'avortement est interdit dans la plupart des cas). - L'enlèvement et le déplacement d'enfants, avec risque de mort ou de trafic d'enfants. La traite des femmes en fuite est également un risque élevé et les rapports augmentent chaque jour. Les Ukrainiens faisaient déjà l'objet d'un trafic important avant l'invasion de Poutine. Les résultats de la base de données mondiale de l'ONUDC montrent qu'en 2018, les victimes ukrainiennes ont été victimes de la traite vers 29 pays. Plus de la moitié ont été identifiés dans la Fédération de Russie et un quart en Pologne, qui a accueilli le plus grand nombre de réfugiés depuis le début de la guerre.

- Les femmes enceintes sont soumises à un stress extrême, à la malnutrition et au risque de mort, ce qui provoque des naissances prématurées et des fausses couches, entraînant la mort des bébés et mettant en danger la vie des mères. Il y a un manque d'infrastructures et de contraception d'urgence (spécifiquement pour les femmes qui ont été violées).

- L'armée russe détruit les preuves de crimes de guerre, tels que les viols et les exécutions. Il existe également un risque que les témoins soient emmenés de force en Russie ou exécutés, afin qu'ils ne puissent pas rapporter ce qu'ils ont vu et vécu.

Depuis le début de l'attaque de la Russie contre l'Ukraine, plus de 4 millions de personnes ont fui le pays, dont jusqu'à 90 % de femmes et d'enfants. Six millions et demi de personnes supplémentaires sont déplacées à l'intérieur du pays. Ces chiffres continueront à augmenter tant que la guerre se poursuivra.

Les conséquences de la guerre ont été différentes pour les femmes et les hommes. Alors que les hommes1 doivent rester en Ukraine pour se battre2 et subissent donc principalement les conséquences des conflits armés, les femmes sont confrontées à une multitude d'atrocités, allant d'un risque accru de traite des êtres humains à la violence sexiste, en passant par le viol de guerre et un énorme déficit de possibilités d'exercer leur santé et leurs droits sexuels et génésiques.

La section de l'ONUDC chargée de la traite des êtres humains a noté que les mesures rapides prises par de nombreux pays européens pour permettre aux réfugiés de franchir les frontières en toute sécurité et d'obtenir des visas ont entraîné une augmentation significative du nombre de personnes victimes de la traite en Europe.

1 Les femmes représentent environ 15 % de l'armée ukrainienne.

2 En vertu de la loi martiale ukrainienne, les hommes (âgés de 18 à 60 ans) doivent rejoindre les combats ou faire face à la conscription. L'ONU a appelé à une "approche humaine et compatissante" de la loi martiale.

réduit la nécessité pour les personnes en fuite de recourir à des passeurs de migrants3. Cependant, pour les femmes et les enfants qui fuient le conflit, le risque de traite et d'exploitation reste très élevé. Un réseau de coordinateurs nationaux de la lutte contre la traite des êtres humains a été activé dans tous les États membres de l'UE ; comme l'a souligné la commissaire Ylva Johansson4, même avant la guerre, les Ukrainiens figuraient dans le top 5 des personnes victimes de la traite dans l'UE. Cela signifie que les trafiquants et les structures criminelles, qui étaient déjà organisés, ont désormais la vie beaucoup plus facile. En Suisse, en Italie5 et en Espagne6, des rapports font état d'hommes (et de femmes) recrutant des femmes et des jeunes filles à des fins d'exploitation et de commerce sexuels. L'OIM7 a mis en garde contre d'autres risques, tels que le trafic d'organes, le travail forcé et l'exploitation individuelle, comme cela a déjà été signalé en Norvège8 . Une tentative d'enlèvement d'enfants par un pédophile condamné a également été signalée.

Ces rapports risquent d'augmenter si les gouvernements n'interviennent pas, ne coordonnent pas et ne soutiennent pas les ONG qui travaillent sans relâche, mais ne disposent pas de l'infrastructure et des fonds nécessaires pour contrôler tous les volontaires et assurer le suivi pour confirmer que les réfugiés sont en sécurité. Dans ce contexte, la commissaire Ylva Johansson a annoncé un plan en 10 points pour renforcer la coordination européenne dans l'accueil des personnes fuyant la guerre en Ukraine, présenté le 28 mars. Les points clés de ce plan sont

Enregistrement à l'échelle de l'UE9 , lignes directrices pour les mineurs non accompagnés et mesures visant à fournir des informations aux réfugiés et aux volontaires.

D'autres mesures comprennent une task force Europol de lutte contre la traite des êtres humains, en coordination avec les autorités de police locales, pour assurer la sécurité. Du personnel de Frontex a également été déployé pour assurer le bon déroulement du processus. La police nationale informe les réfugiés du risque de trafic.

Le besoin d'aide est de plus en plus important, car de nombreux réfugiés qui arrivent ont peu de liens personnels dans l'UE et moins de ressources financières. Les personnes confrontées à un second déplacement après avoir déjà fui d'autres conflits, en Afghanistan et ailleurs, courent des risques particuliers, notamment des dommages psychologiques. Les ONG ont fait état de difficultés supplémentaires à franchir les frontières pour les ressortissants de pays tiers vivant en Ukraine et pour les femmes transsexuelles. Les données font défaut. Les réfugiés sans passeport biométrique ont également eu plus de difficultés à franchir les frontières. La pauvreté, l'emploi et le risque d'exploitation, en particulier pour les femmes, les barrières linguistiques, etc. L'inclusion sociale passe aussi par la scolarisation et les services de garde d'enfants, mais de nombreux enfants qui arrivent n'ont pas reçu les vaccins obligatoires pour accéder à l'éducation dans l'UE10 .

Un phénomène constaté par les ONG est que les femmes retournent en Ukraine, surtout lorsqu'elles ont le sentiment de ne pas être protégées. Les rapports montrent également qu'un grand nombre de personnes souhaitent rester en Pologne, étant donné l'accessibilité de la langue et la proximité de la Pologne.

3 Euractiv, mars 2022.

4 Reuters, mars 2022

5 BBC, mars 2022

6 Euroweekly, mars 2022

7IOM

8 Noway aujourd'hui, mars 2022

9 Euractiv, mars 2022

10 EU Observer, avril 2022

en Ukraine. Cette situation n'étant pas viable à long terme, la relocalisation volontaire est la voie à suivre.

Les dirigeants de l'UE ont utilisé la directive sur la protection temporaire pour ouvrir le marché du travail, les écoles et l'accès aux soins de santé aux Ukrainiens ; les réfugiés doivent être informés de leurs droits pour éviter l'exploitation.

En Ukraine, les femmes sont prises pour cible lorsqu'elles fuient le conflit et lorsqu'elles se réfugient dans des maternités ou des abris anti-bombes. Les violences sexuelles et physiques, l'isolement et le manque de nutrition et de soins de santé restent des menaces. Les signalements de viols en tant que crimes de guerre sont en constante augmentation.11 Il est important de surveiller les lacunes de la législation ukrainienne, car ses définitions du viol ou des abus sexuels ne sont pas complètes, de sorte que les femmes victimes ne sont pas toujours en mesure de les signaler correctement. Il est important de recueillir des preuves et des récits de ces crimes de guerre afin de traduire les auteurs devant la Cour pénale internationale.

Les dommages causés aux infrastructures de santé affectent particulièrement la santé et les droits sexuels et génésiques (SDSG) et risquent d'augmenter les grossesses non désirées ainsi que la mortalité maternelle et infantile. La situation est particulièrement dangereuse pour les quelque 80 000 femmes enceintes qui accoucheront au cours des trois prochains mois, dont environ 500 mères porteuses. Les services de santé, en particulier dans les pays voisins de l'UE, doivent augmenter le nombre de sages-femmes et de spécialistes de l'allaitement, et préparer des espaces sûrs pour les mères allaitantes, y compris celles qui voyagent encore ou n'ont pas de logement stable. Ces bébés auront besoin de couches, de nourriture pour bébé et d'une longue liste de produits essentiels.

La situation de la DSSR dans les pays accueillant des réfugiés doit également être prise en compte, car les droits des femmes doivent également y être garantis. C'est le cas, par exemple, en Pologne, où le gouvernement dirigé par le PiS a interdit l'accès aux soins liés à l'avortement et porte systématiquement atteinte aux droits de la communauté LGBTI. L'accès aux infrastructures, produits et services de santé est crucial pour toutes les femmes.

La santé mentale est également fondamentale : il est urgent d'investir dans les services sociaux et la psychologie, ce qui implique également de briser les barrières linguistiques.

En bref, l'UE a besoin de propositions spécifiques pour traiter les conséquences sexospécifiques de cette guerre, et celles-ci doivent être mises en œuvre dès que possible :

- Mettre en œuvre la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, la Convention d'Istanbul, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et les résolutions du Parlement européen de 2006, 2009 et 201012 , qui traitent de ces questions.

- Négocier et permettre la mise en place de couloirs humanitaires pour fuir les régions soumises à des bombardements constants ; fournir une aide humanitaire, telle que des aliments instantanés, des denrées alimentaires de longue durée, des produits d'hygiène et des médicaments.

- Coordonner les gouvernements à tous les niveaux - international, national, régional et local - ainsi que les ONG travaillant sur le terrain, en particulier les organisations de femmes, qui peuvent le mieux conseiller sur les besoins spécifiques.

11 The Guardian, avril 2022

12 Il y aura également une résolution du Parlement européen qui sera adoptée lors de la session plénière de mai sur la situation des femmes ukrainiennes.

- Créer un groupe de travail interinstitutionnel pour aider à coordonner et à suivre les derniers développements. - Les femmes doivent être représentées à ces tables de négociation, d'autant plus qu'il n'y a actuellement aucune femme négociatrice.

- Mettre en œuvre le plan en 10 points de la CE, y compris l'enregistrement à l'échelle de l'UE (par le biais du système d'enregistrement de l'UE) des réfugiés arrivant, des volontaires et des familles d'accueil, et le suivi.

- Mettre en œuvre la directive européenne relative à la lutte contre la traite des êtres humains, le paquet "protection de l'enfance" et la directive sur la protection temporaire en tenant compte de la dimension de genre.

- Les réfugiés doivent recevoir des informations adéquates et utiles dans leur langue, y compris des avertissements et des conseils sur la manière de ne pas tomber dans les pièges de la traite.

- Mettre en place une plateforme coordonnée pour dénoncer les crimes en Ukraine et porter les affaires devant la Cour pénale internationale. Nous devons sensibiliser l'opinion publique à ces crimes de guerre et veiller à ce que tous les criminels de guerre soient traduits en justice et répondent de leurs actes. Pour cela, les preuves sont cruciales.

- consulter les organisations de femmes en Ukraine et dans l'UE, qui ont besoin d'un financement adéquat13

- Allouer des moyens financiers pour renforcer les services de soutien dédiés aux besoins spécifiques des femmes et des enfants dans les pays d'accueil, notamment les sages-femmes, les agents de santé, l'aide aux enfants, etc. La psychothérapie en Ukraine pour réduire le risque de trouble de stress post-traumatique est très importante ; une plateforme en ligne pourrait être une idée pour atteindre tous ceux qui en ont besoin.

- Permettre une politique étrangère féministe, comme le promeuvent activement plusieurs membres du PSE, y compris les partis sociaux-démocrates allemand et suédois.

- Sur le terrain, les Ukrainiens ont besoin de couloirs humanitaires pour que les habitants des villes assiégées, qui sont affamés, puissent sortir en toute sécurité. Les médicaments, les fournitures de maternité et les professionnels, les vitamines et autres fournitures pour les nouvelles mères, les produits pour bébés et les produits d'hygiène féminine sont essentiels. Les logements modulaires peuvent être utiles tant en Ukraine que dans les États membres comptant un grand nombre de réfugiés ou d'Ukrainiens ayant perdu leur maison.

- Les militants et les organisations de défense des droits de l'homme doivent être protégés.

13 La commissaire Helena Dalli a organisé une table ronde avec la société civile travaillant en Ukraine le 5 avril.